



Rapport annuel 2015

Les institutions éducatives (doivent s'asseoir) sur des principes aussi opposés à une "neutralité" impersonnelle qu'à une mainmise de la collectivité sur la personne de l'enfant
E. Mounier

En 2015 nous avons adopté un nouveau plan stratégique pour la période allant jusqu'à 2020, qui s'est fixé trois objectifs spécifiques interdépendants :

1. Plaidoyer. Poursuivre et renforcer l'action vis-à-vis des organisations internationales, ce qui, selon nos statuts, est la priorité de l'ONG. Adopter une **approche liberté**, c'est à dire regarder les politiques éducatives sous l'angle des alinéas 3 et 4 de l'article 13 du PIDESC.

2. Recherche. Promouvoir des recherches qui contribuent à une nouvelle vision de l'éducation introduisant cette **approche liberté**. Il est nécessaire de poursuivre la ligne de travail développée depuis plusieurs années: montrer l'im-

portance des libertés éducatives pour la construction de la démocratie dans une société pluraliste.

3. Communication. Renforcer le travail avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la diffusion des idées de l'OIDEL.

Le travail de l'OIDEL s'articulera autour de six programmes qui s'étendront jusqu'à 2020:

1. Actions régionales : Europe et Amérique Latine.
2. Groupe Socrates.
3. Indice de Liberté d'Enseignement.
4. Action avec des Plateformes d'ONG.
5. Corpus d'instruments sur le droit à l'éducation.
6. Projets de recherche appliquée.



TRAVAIL AUPRÈS DES NATIONS UNIES ET L'UNESCO

OIDEL a participé activement en 2015 aux sessions du Conseil des droits de l'homme, en faisant des interventions écrites et orales sur le droit à l'éducation, l'éducation aux droits de l'homme ou la solidarité internationale. Elle est intervenue également lors de la session d'août au Comité consultatif du Conseil sur la question des fonds rapaces et son impact sur les droits de la personne humaine. Ces interventions se trouvent dans la publication annuelle **Interventions auprès des Organisation Internationales**.



En avril, OIDEL a organisé avec la Mission permanente du Portugal un séminaire sur la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels en collaboration avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, la Faculté de Médecine de l'Université de Genève, le Centre de droit international de l'Université de Manchester, le Collège Universitaire Henry Dunant et la Plateforme des ONG sur le droit à l'éducation. Le séminaire a porté sur trois principaux droits: droit à l'éducation, droit à la santé et le droit à la sécurité sociale. 17 missions diplomatiques et 15 institutions de la société civile y ont participé. L'événement a été animé par **Claire de Lavernette** (Représentante de l'OIDEL auprès des Nations Unies) et présenté par **Nuno Cabral** (Premier Secrétaire de la Mission permanente du Portugal). Les principaux conférenciers étaient **Kishore Singh** (Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation), **Sandra Ratjen** (conseiller juridique principal de la Commission internationale de juristes et membre du conseil d'ESCR-net), **Emmanuel Kabengele** (professeur du Global



Health Institute de la Faculté de médecine de l'Université de Genève) et **Maria Smirnova** (Chercheur à l'Université de Manchester).

OIDEL a organisé dans le cadre du **Groupe de Travail des ONG sur l'éducation aux droits de l'homme** deux événements parallèles : le premier le 17 mars concernant l'évaluation de la deuxième phase du Programme Mondial sur l'éducation aux droits de l'homme. Deux aspects de cette phase furent étudiés : l'éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement supérieur et également pour les fonctionnaires. Le second a eu lieu en septembre en collaboration avec la Plateforme d'Etats sur l'éducation aux droits de l'homme et tout particulièrement le Maroc qui la veille avait réuni 131 Etats pour une déclaration sur le sujet au Conseil des droits de l'homme. Ont participé à cet événement le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, l'UNESCO et des organisations de la société civile.

En novembre, OIDEL a participé à la Conférence Générale de l'UNESCO. Elle est intervenue dans la *Commission Education* avec une déclaration orale sur le rôle de la société civile dans le Plan d'action d'Incheon Education 2030 en mettant en relief l'importance d'une nouvelle culture de partenariat entre l'Etat et la société civile. Egalement lors de la Conférence Générale, et dans le cadre de l'espace ONG, OIDEL a présenté ses activités en faveur du droit à l'éducation et sur **l'Indice de Liberté d'Enseignement.(ILE)**. OIDEL est intervenue activement dans le processus post 2015 relatif à la préparation des Objectifs du développement durable ainsi qu'au Cadre d'action d'Education 2030 en insistant toujours sur deux points principaux : la nécessaire participation de la société civile et le besoin de considérer l'éducation comme un droit fondamental.



GRUPE SOCRATES

En avril, au Palais des Nations, a eu lieu la troisième réunion du Groupe Socrates. Cette réunion a complété celle de 2014 sur les bonnes pratiques de collaboration entre la société civile et l'Etat dans le domaine éducatif. Socrates, groupe d'experts d'Amérique et d'Europe, est également le fruit d'une collaboration entre l'OIDEL et la Fondation Novae Terrae. Quatre experts sont intervenus en 2015 :

Rodrigo Melo, Directeur Exécutif de l'Association Portugaise des Écoles Indépendantes qui a présenté la nouvelle loi d'éducation (loi 153/2013), basée sur le principe de la liberté d'enseignement.

Roger Kiska, Senior Legal Counsel de Alliance Defending Freedom a fait une présentation sur l'éducation sexuelle et les droits des écoles confessionnelles en Europe – notamment en Croatie, Suède, Suisse, Allemagne et Espagne.

Michael Donnelly, Directeur du Home School Legal Defense Association, a résumé la situation et les principaux défis de l'école à la maison dans le monde.

Ruth Nordstrom, Présidente de Scandinavian Lawyers for Human Rights s'est concentrée sur les problèmes des écoles confessionnelles et les difficultés qu'ils rencontrent suite à la nouvelle loi d'éducation qui restreint l'éducation religieuse dans ces écoles.

ECUD

L'année 2015 a été décisive pour le projet ECUD (Education et citoyenneté démocratique) dont l'OIDEL est conseillère scientifique. Les rapports des trois universités impliquées ont été rédigés ainsi qu'une enquête de terrain sur la problématique du projet. Une réunion au Conseil de l'Europe a conclu les deux premières phases. Un rapport de synthèse est en cours de élaboration.

Le projet étudie les informations disponibles concernant certains **critères de qualité** parmi ceux qui sont formulés par la Recommandation CM/Rec (2012) 13 sur la qualité de l'éducation déjà mentionnée. Il s'agit des points suivants du paragraphe 6 de l'Annexe de la Recommandation :

- Apprentissage de la démocratie et éducation aux droits de l'homme
- Apprentissage de la citoyenneté et de la responsabilité

Adopter une approche basée sur les droits de l'homme dans l'analyse de l'enseignement supérieur signifie, d'une part examiner qui sont les « *débiteurs d'obligations* » et comment renforcer leurs capacités en vue de satisfaire ces obligations, et d'autre part qui sont les « *détenteurs de droits* » et par quels moyens renforcer également leurs capacités pour les réclamer et les rendre effectifs.

CORPUS SUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

Trois éléments du corpus ont vu le jour en 2015. En premier lieu un document intitulé **Essential content on the Right to Education** rassemble les obligations essentielles des États par rapport au droit à l'éducation sur la base des Observations générales et des lignes directrices de présentations des rapports des principaux Organes des traités des Nations Unies. La publication est disponible en anglais.

Ensuite la version anglaise des **Normes internationales sur le droit à l'éducation** a été publiée en octobre. Le volume de 272 pages rassemble toutes les normes internationales de Nations Unies, de l'UNESCO et de l'OIT sur le droit à l'éducation classées par concepts. Ce travail a été le fruit de la collaboration avec de nombreux experts et notamment le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation des Nations Unies.

Enfin une nouvelle version de la **Bibliographie choisie** élaborée avec le Dr. Z. Zachariev, ancien Directeur à l'UNESCO est parue en décembre. Cette nouvelle version comporte près de 100 pages de recensions de livres clés sur le droit à l'éducation. Dans la version de 2016 étant donné le volume d'informations rassemblées, il est prévu de diviser la bibliographie en trois volumes : un général, un deuxième de recensions et un troisième de pages web.

ACTION EUROPE

Depuis fin 2014, en collaboration avec l'AEFLib, notre organisation promeut, au sein du Parlement européen, une campagne de sensibilisation sur l'importance de la liberté d'enseignement pour le futur de l'éducation en Europe. Trois réunions se sont tenues à Strasbourg et Bruxelles qui ont rassemblé un groupe de députés parmi lesquels Alain Cadec (France), Miroslav Mikolášik (Slovaquie), Elisabeth Morin-Chartier (France) et Remo Sernagiotto (Italie). Le but de cette action est la mise en place d'un groupe informel de députés qui puissent piloter des initiatives au niveau de l'Union Européenne.

AUTRES ACTIONS

Nous avons participé à trois conférences importantes sur les problématiques qui nous concernent. La première a été en janvier, la 4ème International **Conference on School Choice and Reform** à Fort Lauderdale (USA), en mars au colloque sur **L'éducation à l'épreuve de la démarche qualitative** organisé par le Centre Universitaire Catholique de Bourgogne à Dijon et la **Conference on Family issues** à Zagreb en octobre 2015 où nous avons présenté les premiers résultats de l'Indice de Liberté d'Enseignement (ILE).



PUBLICATIONS ET TIC

OI DEL, dans le cadre du **projet FLICoH**, a publié un **Manual sencillo para trabajar con el Consejo de Derechos Humanos** en octobre.

En plus des Newsletter périodiques, notre 21 Working paper a été publié cette année: **Funding of Education - Literature Review**.

Nous avons publié également un nouveau **Recueil des interventions auprès des Organisations internationales**

Sous le titre Notes nous avons également publié cette année des textes plus courts destinés à un public spécialisé :

What is human rights education? , Repenser l'éducation : vers un nouveau paradigme, Cadre d'action Education 2030 -Le rôle de la société civile.

Il convient de souligner quatre parutions de l'OI DEL dans la presse en 2015 :

Entretien avec A. Fernandez dans la revue Family insight n° 7- Revista Alumni del Instituto de Estudios Superiores de la Familia de la UIC Barcelona (IESF) /juin

Interview de A. Fernandez dans le Magazine du BICE sur L'Éducation n'est toujours pas une priorité des Etats (septembre 2015).

Article de A. Fernandez dans la Tribune de Genève L'éducation au nombre des droits de l'homme (8-9 novembre)

Interview de I. Grau dans la revue croate narod.hr - Les parents peuvent jouer le rôle le plus important dans la réalisation du droit à l'éducation (4 septembre)

En cette année 2015 nous avons doublé le nombre de posts dans le blog qui en compte actuellement 41 et nous sommes aussi présents à LinkedIn. Nous avons en décembre 2015, 175 abonnés à Twitter et près de 300 amis sur Facebook. Chiffres toutes encore modestes, mais il convient de relever que plusieurs institutions internationales renvoient nos tweets.

PROGRAMME DE STAGIAIRES

Cette année OIDEL a continué avec son programme de stagiaires qui comprend trois types d'activités : a) suivi des réunions



internationales, b) recherche appliquée et c) travail d'organisation d'événements et cours de formation. Pendant cette année l'OIDEL a reçu les stagiaires suivants : Alice von Fürstenberg (Université Paris-Sorbonne), Diana Pires (Université de La Rioja), Leila Seddiki (Sciences Politiques, Aix), Ezequiel Galo Moreno, Valeska Liempi, et Leticia Flaño (Universidad de la Rioja), Gonzalo Ruiz de Gamiz (Universidad Complutense

de Madrid), Angélica Burga (Universidad de Zaragoza), Chiara Giovanozzi et Jack Wattiaux (Université de Genève), Marco di Salvatore (HEG Genève), Federica Chiaro (LUISS), Christian Samuel Mwilania (Ecole d'ingénieurs SESI), Flavio Leoni (Université de Bergame) et Virginie Pache (Université de Lausanne),

FORMATION DE FEMMES AUTOCHTONES. Projet FLICOH

Avec le soutien **d'AEXCID - Coopération au développement de la Région d'Estrémadure-**OIDEL a organisé une formation pour des dirigeantes autochtones pendant une semaine entre Estrémadure et Genève. Les participantes étaient du Mexique, Honduras, Equateur, Guatemala, Colombie, Bolivie et Venezuela. Parmi celle-ci figurait la Sous-secrétaire de la Femme du Gouvernement de Guatemala.



Le but de cette formation était l'utilisation des instruments et mécanismes internationaux pour renforcer les processus d'autonomisation des femmes autochtones en Amérique Latine.

Durant les ateliers les participantes ont témoigné de leur longue expérience, permettant d'élaborer des stratégies concrètes pour approfondir sur le rôle primordial des femmes autochtones. La formation avait aussi pour but une meilleure efficacité des actions des mécanismes des Nations Unies qui protègent les Peuples Autochtones, en ces moments historiques particulièrement sensibles.



OIDEL Siège international
8, rue Le Corbusier CH- 1208 Genève
Tél. +41 22 789 29 49
Fax. +41 22 789 29 22
oidel@oidel.org www.oidel.org



OIDEL est une ONG avec statut consultatif auprès des Nations Unies, l' UNESCO et le Conseil de l' Europe.

OIDEL is a non- governmental organisation, with consultative status with the United Nations, UNESCO and the Council of Europe.

OIDEL es una ONG con estatuto consultivo antes las Naciones Unidas, la UNESCO y el Consejo de Europa.

RENFORCEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

Trois nouvelles personnalités sont entrées au Comité Exécutif de l'OIDEL : Claire de Lavernette, Ernesto Marín Coto et Bertrand Doncieux. Mme Barroso Soares nous a quittés dans le deuxième semestre de l'année. Nous dédions ce rapport à sa mémoire.

La composition actuelle du Comité Exécutif est la suivante :

Président : Eugenio Gil-Villén, ancien Directeur d'établissement.

Vice-Présidents : Charles L. Glenn, Professeur et ancien Doyen de la Faculté d'éducation, Boston University, **Guy Guermeur**, ancien Membre de l'Assemblée nationale et du parlement européen et **Ernesto Marín Coto**, ancien Ministre de l'Éducation d'El Salvador.

Secrétaire du Comité Exécutif : Angel Sánchez, Directeur financier d' « IFE ».

Membres : Joan Curcó, Président de Fomento, **Francis Delpérée**, Professeur émérite à l'Université de Louvain, Membre de la Chambre des Députées, Belgique, **Claire de Lavernette**, Présidente du Groupe de travail des ONG sur l'éducation aux droits de l'homme, **Bertrand Doncieux**, Directeur exécutif de L'AEFLIB, **Joan Gallostra**, Président d'IFE, **Paz Gutiérrez Cortina**, ancien Secrétaire de la Commission d'Éducation de la Chambre des Députées (Mexique), Présidente de l'ONG Enlace A.C, **Luisa Ribolzi**, Professeure émérite à l'Université de Gênes, Ancienne Vice-présidente de l'Agence Nationale d'évaluation des Universités et des instituts de recherche (Italie), **María Lurdes Rodrigues**, professeur, ancienne Ministre de l'Éducation du Portugal et **Luca Volontè**, Président honoraire du groupe PPE à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Président de la Fondation Novae Terrae.

